

## **Nous, mouvements et organisations de femmes d’Afrique, et nos alliés dans la région et ailleurs dans le monde, appelons nos gouvernements, les Nations unies et l’Union africaine à agir face à la crise climatique pour sauver notre peuple et notre planète!**

La mort et la destruction apportées par le Cyclone Idai, qui a touché le Mozambique, le Malawi et le Zimbabwe il y a tout juste 6 jours, poursuivent leur œuvre tandis que les pluies et les inondations persistent, entravant les opérations de sauvetage dans des pays qui ne disposent que d’infrastructures et de ressources totalement inadéquates. Le nombre de victimes avérées ne cesse de croître et s’élève, à l’heure où nous écrivons, à plusieurs centaines de morts. Le Mozambique seul évalue le nombre de ses morts à plus de 1000 personnes. Les infrastructures ont été détruites, des familles entières ont péri dans les inondations, et l’on prépare des fosses communes. De plus, [des centaines de milliers de personnes](#) ont été blessées et déplacées, et près de 3 millions ont été [touchées](#) dans les trois pays. Les organisations de sauvetage signalent que, cinq jours après le cyclone, il y a encore des survivants sur les toits et dans les palmiers qui attendent d’être secourus alors que les inondations s’aggravent.

Cette tragédie, décrite par l’Organisation météorologique mondiale comme probablement le pire cyclone tropical enregistré dans l’hémisphère sud, se déroule dans des pays classés parmi les trente pays les plus pauvres du monde. Désormais envahis par l’eau, ces pays connaissent la sécheresse depuis 2014. [ReliefWeb](#) estime qu’à la fin de 2018, environ 10,8 millions de personnes en Afrique australe étaient confrontés à une insécurité alimentaire grave, une tendance qui devrait se poursuivre en 2019. Ces pays, et toute l’Afrique australe, sont exposés à la réalité du changement climatique actuel, alors qu’ils ne disposent que de très peu de capacités, de fonds ou de soutien de la part des pays riches de l’hémisphère Nord et de certains pays du Sud pour mettre en œuvre les mesures d’atténuation et d’adaptation climatiques nécessaires.

C’est une tragédie, une terrible catastrophe, mais elle n’est pas « naturelle », elle est causée par l’homme. Mais pas par tous les hommes de l’histoire de notre planète. Mis à part le Nigeria et l’Afrique du Sud, les 52 autres pays d’Afrique n’ont contribué collectivement qu’à [5.7% des émissions totales accumulées de gaz à effet de serre](#) depuis 1850. Comparez cela au plus grand émetteur, les États-Unis d’Amérique (18.6%) et le tout dernier candidat, la Chine, dont on estimait les émissions à 11.6% en 2010. Ceux qui ont le moins contribué à la crise climatique sont ceux qui en portent le plus lourd fardeau. On prévoit que l’Afrique subsaharienne sera la plus touchée par le changement climatique. Si la température moyenne augmentait de plus de 1,5 degrés (ce que l’éminent Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat - GIEC - prédit dans moins de 12 ans si nous ne nous efforçons pas de réduire drastiquement les émissions des combustibles fossiles), les récoltes de maïs dans certaines parties d’Afrique se réduiraient de moitié, 50% des oiseaux et des mammifères d’Afrique disparaîtraient d’ici 2050, et plus de 86 millions d’Africains deviendraient des « migrants climatiques » au cours de la même période.

Les femmes africaines supportent déjà le fardeau du changement climatique et continueront à le supporter. En Afrique, 80% de la production alimentaire est assurée par les agriculteurs paysans, dont la majorité sont des femmes. La mauvaise santé entraînée par la chaleur, le paludisme, la malnutrition et la diarrhée, dont on estime qu’elle provoquera le décès de plus de 250 000 personnes de plus chaque année pour la période de 2030 à 2050, sera un fardeau supplémentaire pour les femmes à qui incombent principalement les soins. Les migrations exposent particulièrement les femmes aux risques d’exploitation, de mauvais traitements et de violence sexuelle. Elles seront également confrontées à des risques accrus [de violence conjugale](#), tendance

enregistrée en Afrique du Sud, en Chine, en Inde et aux États-Unis car les familles souffrent de tensions liées à la pénurie d'eau, de nourriture et de revenus.

L'énergie fossile (pétrole, charbon et gaz naturel) est responsable de plus de 25% des émissions de gaz à effet de serre, suivie de près par le secteur des transports (25%) et l'agriculture industrielle à grande échelle qui représente plus de 11% des émissions mondiales. La crise climatique est alimentée par la surproduction et la surconsommation de biens des pays du Nord et de quelques pays du Sud. Cette production requiert des matières premières, de l'eau et de l'énergie pour répondre à des besoins pour la plupart inutiles créés par les industries du marketing et de la publicité générant des milliards de dollars. Il faut extraire de plus en plus de matières premières pour alimenter ce système et cela ne fait qu'amplifier la crise au niveau de la population, et accélère le changement climatique. La logique du profit et la fixation sur la croissance économique, qui nécessite l'utilisation grandissante de ressources naturelles limitées, mènent la planète et ses habitants au bord de l'extinction.

Les grandes entreprises et les gouvernements riches ainsi qu'une partie de la communauté scientifique compromettent ce qui est réellement nécessaire (fin de l'extraction de combustibles fossiles, désindustrialisation de l'agriculture, et réduction rapide de la consommation dans les pays développés) au profit de fausses solutions au changement climatique. Ce sont encore une fois les riches et les puissants qui essaient de contrôler les forces de la nature en ensemençant les nuages pour provoquer la pluie, en déposant des limailles de fer dans les océans pour absorber la lumière du soleil et en injectant des aérosols dans l'atmosphère pour refroidir la planète au lieu de réduire les émissions de CO<sub>2</sub>.

Pour maintenir ce modèle non durable de développement, un ensemble de forces de sécurité militaires et privées utilisent couramment les menaces, la violence et la violence sexuelle vis à vis des femmes et des petites filles comme armes contre les communautés où se déroulent les activités extractives. Ceux et celles qui s'opposent au profit en résistant à l'expropriation, au déplacement, et à la privation brutale de leurs moyens de subsistance, de leur bien-être, et même de leur vie, s'exposent à une extrême violence.

Les riches et les puissants continuent de mentir, de masquer et de s'éloigner des solutions réelles tandis que la planète brûle et que les populations (les pauvres, les femmes et les gens de couleur) meurent. Dans la logique supérieure de la machine à profit et du maintien des privilèges, ce sont des gens qui peuvent être sacrifiés!

La crise climatique est une crise pour les femmes du monde entier, et pour les femmes d'Afrique en particulier. C'est pourquoi nous, mouvements et organisations de femmes de tout le continent africain, nous unissons pour dire NON – ÇA SUFFIT! Nous défendons les intérêts de notre peuple, de notre continent et de notre planète tout entière! Nous sommes fortes, nous sommes unies et rien ne nous arrêtera!

Nous appelons nos gouvernements, organisés sous la bannière de notre organe panafricain, l'Union africaine, à adopter une position claire et inébranlable sur la crise climatique. Nous avons besoin de vous, prenez le parti de la majorité de votre peuple, et des femmes en particulier, qui meurent et continueront à mourir en nombre toujours plus grand tandis que les pays riches et les banques de développement qui les contrôlent ne font pas ce qui est nécessaire.

Nous appelons aussi nos gouvernements à mettre en place des plans de gestion des catastrophes et à les financer de manière adéquate. Les événements météorologiques extrêmes, tels que la

sécheresse, les inondations et les cyclones, font partie du futur paysage de l'Afrique. Les gouvernements riches sont responsables et on devrait les forcer à payer pour l'adaptation, l'atténuation et la réhabilitation climatiques.

Nous appelons nos États représentatifs à mettre de côté leurs intérêts individuels et de former un bloc solidaire lors des négociations de la CCNUCC (Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques) et autres instances multilatérales ainsi que des négociations bilatérales sur le commerce et l'investissement, pour défendre le continent et sa population. C'est ce que vous avez promis à votre peuple et nous comptons sur vous pour défendre les positions qui s'imposent.

Nous appelons les Nations unies à prendre le parti des nations les plus faibles en poussant les gouvernements riches à s'opposer aux banques et grandes entreprises enregistrées sur leur territoire qui continuent d'investir dans l'énergie sale et des projets d'extraction qui sont la cause directe de la crise climatique et écologique.

Nos organisations et mouvements de femmes s'unissent en Afrique et ailleurs, et continueront à s'agrandir et à se renforcer. C'est notre promesse et notre engagement envers la planète et tous les peuples!

### ***Signataires***

1. WoMin African Alliance, regional network
2. World March of Women, Africa-wide and global
3. Rural Women's Assembly, Southern Africa
4. Justicia Ambiental, Mozambique
5. Quote This Woman+ NPC, South Africa
6. Our MMR-Mozambican Rural Women Movement, Mozambique
7. Kebetkache Women Development & Resource Centre, Nigeria
8. Women Initiative on Climate Change, Nigeria
9. Ahoada League of Queens Farmers, Nigeria
10. Rural Health and Women Development, Nigeria
11. Development Research and Synergy Initiative, Nigeria
12. Centre for Media Development Communications, Nigeria
13. Gbolekekro Women Organization, Nigeria
14. Egi Human Rights Environmental Initiative, Nigeria
15. Centre for Natural Resource Governance, Zimbabwe
16. Southern Africa Campaign to Dismantle Corporate Power

17. Women Concerns Centre, Kenya
18. Alternative Information Development Centre (AIDC), Cape Town, South Africa
19. Namibia Rural Women's Assembly (NRWA)
20. JASS Southern Africa
21. International Rivers Africa Program
22. GenderCCSA
23. African Centre for Biodiversity, regional
24. #UniteBehind, movement Western Cape of South Africa
25. Wacam, Ghana
26. West Africa Human Rights Defenders Network (ROADDH/WAHRDN), Togo
27. Participatory Ecological Land Use Management (PELUM), Uganda
28. Participatory Ecological Land Use Management (PELUM) Kenya
29. Institute for Culture and Ecology (ICE), Kenya
30. Community Action for Nature Conservation (CANCO), Kenya
31. CFFA, Senegal
32. Pietermaritzburg Economic Justice & Dignity Group
33. Justice and Peace Department of the Uganda Episcopal Conference
34. Fellowship of Christian Councils and Churches in West Africa (FECCIWA / ACCEAO), Togo
35. Déborah Network, Benin
36. Trust for Community Outreach and Education (TCOE), regional network
37. Inyanda National Land Rights Movement, South Africa
38. CRSFPC/USOFORAL (le comité régional de solidarité des femmes pour la paix en Casamance), Senegal
39. Association des Organisation Professionnelles Paysannes aux Mali (AOPP), Mali
40. la Fédération des Unions de Coopératives de Producteurs de Riz du Niger (FUCOPRI), Niger
41. Eastern and Southern Africa Small Scale Farmers' Forum, Uganda
42. National Association of Professional Environmentalists (NAPE), Uganda
43. La Coalition Burkinabe des Défenseurs des Droits (CBDDH), Burkina Faso
44. Centre for Alternative Research and Studies on Economic, Social and Environmental issues (CARES), Mauritius

45. Women's Coalition of Zimbabwe
46. Better Poverty Eradication Organization, Kenya
47. Rita Edwards Collective, South Africa
48. Women Initiative on climate change, Nigeria
49. Action for Community Development, Cameroon
50. Coalition of Women Living with HIV/AIDS, Malawi
51. SOFFLECO/Femmes debout, DRC
52. Synergie des Femmes pour les Victimes des Violences Sexuelles (SFVS), DRC
53. Rwanda Women's Network
54. Women's International for Peace and Freedom DRC Section
55. Duterimbere ONG, Rwanda
56. Igiti cy'Ubugingo Center, Rwanda
57. HAGURUKA NGO, Rwanda
58. Friends of Lake Turkana, Kenya
59. Femmes Solidaires (FESO), Kinshasa, DRC
60. SOFEJEP (Solidarité des organisations des organisations des femmes et jeunes producteurs agricoles).  
DRC
61. ATK-Maniema (Association Tujenge Kwetu Maniema), DRC
62. AFELMA (Association des Femmes Eleveuses du Maniema), DRC
63. SAFI Maniema (Soutien aux Actions des Femmes Indigentes au Maniema)
64. IFDH (Initiative Féminine pour la défense des droits Humains et le Développement), DRC
65. SAFECO (Synergy of Congolese Women's Associations), DRC

## **Worldwide**

1. Climate & Energy Group - MAUSAM, India
2. INDIA-CLIMATE-JUSTICE platform
3. Both ENDS
4. Frontline Defenders, global
5. Ecologistas en Acción, Spain

6. Observatorio Boliviano de Cambio Climático y "Desarrollo" Trenzando Ilusiones (un espacio para la transición) – Bolivia
7. La Asamblea Veracruzana de Iniciativas y Defensa Ambiental (LAVIDA) – Mexico
8. Comité para la Abolición de las Deudas Ilegítimas - ABYA YALA (CADTM – AYNA), Argentina
9. The Global Alliance for Green and Gender Action (GAGGA) that is led by Fondo Centroamericano de Mujeres (FCAM) with Both ENDS and Mama Cash
10. Asociación Interamericana para la Defensa del Ambiente (regional organization in Latin America)
11. Alianza de Comunidades en defensa de los ríos Bobos-Nautla y Tecolutla, A. C. Mexico
12. Modelo Hidráulico para la cuenca baja del río Nautla-Bobos, A. C., Mexico
13. Transnational Institute, global
14. Global Campaign to Reclaim Peoples Sovereignty, Dismantle Corporate Power and Stop Impunity (stopcorporateimpunity.org)
15. Friends of the Earth Sweden
16. CCFD-Terre Solidaire, global network
17. FIAN International, international
18. Latin America Peoples Dialogue
19. Gender Action, Washington DC, United States of America